

DIAL 3098 - Dossier Le Venezuela, 11 ans après

VENEZUELA - Onze ans de chavisme, un renouveau démocratique ?

Anne-Florence Louzé

lundi 1er mars 2010, mis en ligne par [Dial](#)

Hugo Chávez, élu le 6 décembre 1998, est président du Venezuela depuis le 2 février 1999. Sa présidence a été synonyme de changements, dans le discours, dans les politiques suivies, mais aussi, et plus largement, dans la société vénézuélienne. Il est difficile de pouvoir compter sur les grands médias, français ou autres, pour nous renseigner sur la nature de ces changements [1]. Pour ce dossier, nous avons donc demandé à deux observateurs privilégiés de la réalité vénézuélienne de nous proposer un bilan des onze ans de gouvernement d'Hugo Chávez. La première, Anne-Florence Louzé, vient de soutenir une thèse de science politique sur « Peuple et pouvoir dans le Venezuela de Hugo Chávez. Une voie d'avenir pour la démocratie ? ». Le second, [Grégoire Souchay](#), est étudiant en journalisme à l'Université Toulouse I. Il vient de passer quatre mois au Venezuela à travailler pour la chaîne de télévision publique communautaire [Vive Tv](#). Deux points de vue donc, avec leurs points communs et leurs différences.

Dictature ou démocratie ?

Si jusqu'au milieu des années 1990, le Venezuela retenait peu l'attention de la communauté scientifique, l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez et les politiques controversées qu'il a mises en œuvre ont progressivement renversé la tendance. Ainsi, depuis plus de dix ans, ce pays suscite l'intérêt à la fois de politologues, de sociologues, de juristes, d'historiens mais aussi de l'opinion publique internationale. En effet, de notables transformations s'y sont produites. La grave crise dans laquelle était plongée la société vénézuélienne dès le milieu des années 1980 s'est traduite depuis 1998 par une évolution profonde de son paysage institutionnel et de ses rapports de forces internes. La Révolution bolivarienne, initiée depuis l'accession d'Hugo Chávez Frías à la présidence de la République le 2 février 1999, constitue un séisme au sein des structures traditionnelles de répartition du pouvoir et des ressources du pays. Dans un des principaux pays exportateurs mondiaux de pétrole, un tel bouleversement, outre ses incidences géopolitiques, ouvre à son *líder* un champ d'action inespéré. Cette révolution installe les masses paupérisées en sujet politique central du pays, mais la pauvreté perdure ainsi que des mécanismes de pouvoir discrétionnaires et une corruption endémique. Les réformes laissent supposer que l'État, de son propre mouvement ou en conséquence de l'essor des revendications populaires, dans les deux cas grâce à l'accroissement de la production des richesses, peut se faire l'agent du changement social et le promoteur d'un système plus égalitaire.

Chávez est-il un dictateur ou un démocrate ? Pourquoi tant d'opinions tranchées sur son programme et son action ? Et, puisque la crise persiste, Chávez contribue-t-il à l'aggraver ou à l'atténuer ? Pour certains décideurs ou analystes, le Venezuela serait en transition vers un nouveau modèle socialiste, étatiste sur le plan économique, semi-autoritaire et exclusif sur le plan politique. Pour d'autres, il représente un type de démocratie participative ; d'autres encore n'y voient qu'un exemple de plus de populisme militaire radicalisé. Le Venezuela est un pays complexe qui confond souvent l'observateur. Chacun tend à simplifier exagérément la situation, en particulier les médias, qu'ils soutiennent le gouvernement actuel ou qu'ils s'y opposent. Il est trop facile de taxer le gouvernement de Chávez de caudillisme latino-américain du fait du

passé militaire du président. Dans la foulée d'une telle affirmation, on pourrait ajouter, compte tenu de son discours et de son amitié avec Fidel Castro, qu'il entraîne son pays sur la voie d'un « castro-communisme » autoritaire. A l'opposé, les observateurs de gauche prennent trop facilement une position inverse et affirment que Chávez représente les misérables et prélude à une victoire décisive des pauvres dans leur lutte perpétuelle contre les riches. J'ai essayé de comprendre cette polarisation en m'intéressant à l'instauration d'une société « démocratique participative » intégrant les classes populaires des *barrios* aux mécanismes de la délibération politique, notamment au travers des Conseils communaux. Si cette question de la participation est un thème souvent débattu dans la plupart des démocraties, les formes qu'elle prend au Venezuela méritent une attention particulière. Le Venezuela, pays aux multiples ressources et potentialités, proclame sa volonté de démocratie, de socialisme et de révolution, et s'engage dans la « voie de la participation ». Que penser d'un espace politique où « forces révolutionnaires » et État avancent de concert vers l'exercice de la souveraineté populaire ? Nous sommes en présence d'une société articulée autour d'un conflit central : d'une part un « peuple des *barrios* » en quête d'une autonomie nouvelle dans l'expérience de l'hétéronomie, mais dépendant financièrement et idéologiquement du pouvoir ; d'autre part un pouvoir « populiste » dépendant du peuple pour sa survie politique, mais tendant à le faire disparaître dans les circuits obscurs de la politique publique. La re-définition permanente des relations pouvoir-peuple est le caractère le plus marquant du système chaviste et elle constitue la variable décisive sous-tendant l'évolution future du régime. Cette configuration spécifique du système « peuple-pouvoir », son ouverture à la tension, l'incorporation symbolique du peuple dans le pouvoir, son accès aux mécanismes de la délibération par le biais des Conseils communaux, l'élaboration d'une nouvelle culture citoyenne et politique, sont les traits saillants de la spécificité vénézuélienne.

L'enjeu de ma recherche [2] était donc d'analyser ce phénomène, qui jusqu'ici, à ma connaissance, n'avait donné lieu qu'à des tentatives d'objectivation partielles. Mon parcours n'a pas été sans difficultés. La première a été d'ordre bibliographique : si le Venezuela est l'objet de beaucoup d'articles et de quelques livres, il manque toujours une littérature académique, surtout en France, sur les évolutions qu'a connues ce pays depuis plus de 10 ans. Peu nombreuses sont les réflexions qui s'attachent à re-situer le chavisme dans son contexte historique, et en dépassant les qualifications normatives classiques utilisées à son égard. La deuxième difficulté, je l'ai vécue sur le terrain : l'évaluation de la situation est malaisée, du fait de propos et de discours souvent partiels et partiels, et d'informations contradictoires et de parti pris. En outre, il existe peu de statistiques disponibles et qui soient à jour, notamment concernant les Conseils communaux. Le terrain est très mouvant, et sur fond toujours passionné. Les institutions évoluent en permanence, les lois s'ajoutent aux lois et quant à mes interlocuteurs, je les voyais changer régulièrement d'attributions. Dernière difficulté ou limite : mon champ d'investigation n'a pu s'étendre à l'ensemble du territoire. Ce sont les villes, essentiellement Caracas, qui m'ont mobilisée, au détriment sans doute des réalités rurales. Mais Caracas est tout de même l'épicentre bouillonnant du mouvement bolivarien ; elle donne le ton et impulse les réformes.

Quels sont les apports de mon étude ?

L'arrivée en 1998 de Hugo Chávez à la présidence a affecté directement une structure politique jusqu'alors monopolisée par deux partis, le parti AD (Action démocratique) et le parti COPEI (Comité d'organisation électoral indépendant). Sur la scène de cette « démocratie pactée », ces deux acteurs étaient à la fois concurrents et complices. Ce pacte des élites a géré, pendant 30 ans (jusqu'aux années 90), et d'une manière somme toute satisfaisante au regard de la démocratie, des conflits réels mais contrôlés. Mais au début des années 90, le climat se durcit, les fractures apparaissent, des heurts se produisent et provoquent la fin du système, concrétisé par l'élection de Chávez en 1998. La figure de Chávez témoigne d'une victoire sur l'exclusion sociale et ethnique. On assiste à un glissement, à un renversement symbolique, par une personnalité dirigeante en provenance du monde des exclus. Le chavisme a déplacé les frontières de la représentation politique héritée du *puntofijismo* [3]. Il a réintroduit les exclus et en a fait des sujets actifs et considérés. Chávez, personnage détonnant, tranche complètement avec la classe politique qu'il a supplantée. Plus qu'un homme, il est devenu un symbole. Et son leadership est incontournable. Le discours de Chávez est repris par tous, qu'on l'appelle « mon président » ou qu'on le traite de « fou » (« *mi presidente* » ou « *el loco* »). Jamais un président n'avait

parlé des émotions comme Chávez. Les émotions, l'amour, sont devenues une préoccupation d'État. Et dans ce climat passionnel, c'est dans les nouvelles formes de participation que le changement s'opère. Sous l'impulsion d'un chef, la participation s'est institutionnalisée. Les demandes populaires se font jour et circulent. À cet égard, j'ai étudié de près les Conseils communaux. Que sont, où vont ces nouvelles formes d'organisation populaire ? Les Conseils communaux ouvrent d'utiles espaces de participation, de concertation et d'émulation. Les communautés s'approprient les espaces publics. Les Conseils se révèlent aptes à poser et à résoudre un certain nombre de problèmes de base des communautés. Mais ils ont une autonomie limitée par rapport à la puissance publique. Cette dépendance n'est pas tant politique, que relevant de contraintes techniques et financières. Et il faut bien voir que parallèlement, il subsiste une tension permanente, entre d'une part une volonté de mettre en place une participation effective, et d'autre part le maintien d'un contrôle centralisé des processus de décision. On doit à l'objectivité de dire que le chavisme n'a pas, à ce jour, modifié fondamentalement les structures économiques. La rupture avec l'économie rentière et les anciennes méthodes reste inaboutie. Ce qu'on a appelé la « posture de l'urgence » et les réponses trop rapides qu'elle induit, caractérisent la façon dont le pays est mené aujourd'hui. L'assistance s'inscrit encore trop souvent dans les modèles de réponse habituels : parer au plus pressé selon des critères de circonstances, plus ou moins intéressés ou partisans ; décisions politiques arbitraires ; fonctionnement institutionnel dépendant de relations personnelles et du positionnement politique. Dépasser la politique partisane semble un défi difficile à relever. Les institutions sont omniprésentes et la bureaucratie énorme.

Quatre grandes conclusions peuvent être tirées de mes recherches.

« La compétence des incompetents »

La démocratie est en principe le gouvernement du peuple par le peuple lui-même. Mais quels chemins d'accès au pouvoir le peuple doit-il contrôler pour se considérer comme se gouvernant lui-même ? Le régime vénézuélien constitue-t-il une heureuse alternative aux dérives et insuffisances de la démocratie représentative, inventée en son temps comme une sorte de procédé permettant de filtrer la souveraineté populaire ? Comment rendre plus effective la démocratie en tant qu'écoute d'un peuple qu'on voudrait souverain ? Voilà ce à quoi nous renvoie l'expérience vénézuélienne. À mes yeux, le chavisme redonne sens à la démocratie, car il met en son centre la question politique fondamentale de « la compétence des incompetents » (Rancière 2005). Jacques Rancière nous rappelle que le pouvoir du *démos* n'est pas le pouvoir du peuple, ni même de sa majorité, mais plutôt le pouvoir de n'importe qui. N'importe qui a autant le droit de gouverner que d'être lui-même gouverné. La démocratie est le pouvoir de n'importe qui, la contingence de toute domination. Elle désigne, en son origine grecque, un mode de gouvernement, celui du peuple refusant, comme l'indique Castoriadis, le triple règne des représentants, des experts et des administrateurs [4]. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler au bien du plus grand nombre, mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité, présupposition de la politique, n'est pas un but à atteindre : elle concerne d'abord la capacité de chacun à discuter des affaires de la communauté et à les mettre en œuvre (Rancière 2005).

Le chavisme intronise un nouvel acteur politique : le « peuple-pauvre », émanation d'une catégorie d'individus politiquement désaffiliés. Il attribue une « identité » et un rôle historique à un secteur de la population sémantiquement inexistant jusqu'alors. Le potentiel émancipateur du chavisme se situe donc moins dans la clôture hétéronomique du politique, qu'il parvient à créer notamment à travers la figure du peuple, qu'au niveau de l'ouverture qu'il opère, permettant à cette extériorité, à ces imaginaires, de surgir dans l'espace public et d'influencer ainsi la construction des enjeux et des acteurs de la scène politique (Laclau, Castoriadis). La radicalité et l'expression révolutionnaire du mouvement vénézuélien résident, à mon sens, dans ce renversement des représentations sociales et politiques, et du champ organisé des pratiques sociales. Celles-ci prennent une nouvelle forme sous l'impulsion d'une culture différente dont l'épicentre est une société exclue socialement et politiquement, et qui se manifeste sous des formes dynamiques et changeantes, où sont revalorisés les espaces publics en tant que zones de transgression et de contestation politique. La figure du peuple remplit de nombreuses fonctions, qui soulignent son importance dans le système de sens construit par le discours chaviste. L'image du peuple joue un rôle légitimant qui vient cautionner les actions du mouvement bolivarien comme étant authentiquement

populaires et permet de désavouer l'ancien régime et l'opposition accusée d'être anti-populaire. La capacité d'action des gouvernants ne dépend alors pas tant du suffrage universel, d'un savoir technique ou du respect des procédures, que de leur rapport à cette source « populaire » de légitimité, qui situe le politique dans une scène particulière, avec des interdictions et des permissions devant se rapporter à cette figure du peuple. Au delà des actions de Chávez, du gouvernement, ou du PSUV [5], présentées comme des actions du peuple lui-même, celui-ci se présente également comme un acteur distinct du gouvernement, qui doit s'y soumettre. L'aspect populiste du chavisme est parvenu à doter les masses d'une nouvelle surface d'inscription au sein d'un langage qui leur permet de devenir des acteurs sociaux effectifs (Laclau 2008). Le peuple concret, c'est à dire la population vénézuélienne, destinataire idéalisée de ce discours, est appelé à se reconnaître dans la représentation glorifiée de son existence, à désirer la réalisation du projet bolivarien et à y participer activement.

La participation chaviste : un « césarisme social »

La question de la participation est souvent évoquée dans la plupart des démocraties actuelles, mais les formes qu'elle prend au Venezuela étaient jusqu'ici peu abordées de manière empirique, sur le terrain. Il faut comprendre les logiques qui la sous-tendent, les défis auxquels elle est confrontée et les réponses qu'elle y a apportées. L'intervention des habitants dans la gestion publique renforce-t-elle l'efficacité de celle-ci et ne risque-t-elle pas de verser dans le populisme ? Dans l'espace académique qui analyse la situation du pays, on trouve à cet égard deux types de postures. Pour certains, la participation directe et la formation de Conseils communaux s'inscrivent dans une dérive autoritaire, servie par la captation d'une légitimation politique à peu de frais. Pour d'autres, les formes que prennent les nouveaux mécanismes d'exercice de la démocratie sont trop complexes pour être ainsi analysées et ses nouveaux organes de gestion politique constituent des modèles originaux requérant une attention et une méthode d'approche renouvelées. Ce qui se passe au Venezuela, au niveau notamment des Conseils communaux proposés comme forme spécifique de démocratie participative, doit être bien cerné. Les réformes sociétales s'enracineront-elles durablement ? Et de quelle démocratie s'agira-t-il ? Peut-on tirer une leçon universelle de l'expérience des Conseils communaux ? Dans un contexte mondialisé qui échappe souvent aux citoyens, le processus vénézuélien ne manque pas d'intérêt, en tout cas ne mérite pas de « disqualification a priori », dans la mesure où il est majoritairement et librement consenti à travers de multiples processus électoraux.

Un des paradoxes soulevés par ce mouvement en faveur de la participation est qu'il ne fait pas l'objet d'une demande sociale explicite. Jean-Jacques Rousseau avait bien évalué la difficulté d'orienter un peuple vers la vie publique. On considère souvent que sa position en faveur de la démocratie a échoué sur la difficulté de transformer un « peuple corrompu » en « peuple de démocrates ». Il y a bien des manières de comprendre ce qu'il entendait par « forcer quelqu'un à être libre », mais toutes aboutissent à suspendre provisoirement l'engagement de rendre le sujet libre, si l'on veut réaliser cet objectif. Il est difficile d'imaginer ce qui pourrait contraindre les êtres humains à la rude tâche de se gouverner eux-mêmes, ou même de contester les pouvoirs qui les dominent. Quelle preuve historique, quel précepte philosophique nous permettent-ils d'affirmer que les êtres humains veulent, comme l'a dit Dostoïevski, « la liberté plutôt que le pain » ? Le chavisme se fourvoie-t-il dans son idée d'un peuple en attente d'une parole libératrice ? En tout état de cause, la participation, pour se développer, ne peut compter sur sa seule dynamique, même spontanée. Pour se déployer, elle doit reposer sur des règles et des procédures claires qui favorisent à la fois la délibération et la prise de décision. L'institutionnalisation de la démocratie participative, si elle doit répondre à une demande venue d'en « bas », peut aussi – et doit sans doute – recevoir une impulsion décisive grâce à l'action « d'en haut ». Bien entendu, l'action étatique ne saurait à elle seule modifier les rapports entre les classes sociales, mais les puissances publiques ont une véritable marge d'action. Au Venezuela, c'est un fait que les citoyens participent plus. C'est un fait aussi qu'ils en sont redevables à l'administration Chávez et à sa communication. L'État vénézuélien se fait l'agent du changement social et le promoteur d'un système plus égalitaire, avec cet atout non négligeable : la révolution bolivarienne n'a pas le handicap du manque de ressources. Les nouvelles institutions confèrent un rôle accru aux acteurs populaires, étroitement associés aux projets de développement portés par l'État. Le principe d'un gouvernement des « sans-titres » repose sur une conviction démocratique : « on apprend en apprenant » (Rancière 1987). On ne naît pas citoyen, on le devient ; et on le devient en étant « tour à

tour gouvernant et gouverné », comme disait Aristote. Nous assistons au Venezuela à un élargissement considérable de la sphère publique grâce à la mobilisation et à l'auto-organisation de secteurs jadis exclus. Mais tôt ou tard, ce n'est que dans et par l'institution que le changement peut devenir effectif et s'inscrire dans la durée. Institutionnaliser signifie entre autres modifier les « institutions instituées », sans quoi il n'y a pas de nouvelle *praxis*. Ceci ne va pas sans contradictions : les institutions, dans la mesure où elles se sont autonomisées par rapport à la société, ont tendance à se figer.

Qu'en est-il au Venezuela de cette institutionnalisation du changement ? J'ai pu constater sur le terrain que la participation des habitants, bien qu'exaltée par le gouvernement, est concurrencée par la figure du *líder* Chávez. C'est le parti présidentiel qui gouverne de façon verticale [6]. Chávez est enclin à contourner l'État par des initiatives parallèles (« les missions » [7], par exemple). Ce qui, selon Eduardo Lander, est à la fois utile et dommageable, parce que le changement s'identifie alors à une personne plutôt qu'à une transformation de l'État. La personnalisation du pouvoir étant ancrée profondément dans les mœurs au Venezuela, Chávez apparaît ainsi comme un vecteur de transformation par son énergie, son charisme et son audace [8], mais en même temps, il est vu comme un obstacle, un substitut, qui entrave le développement d'une culture réellement démocratique. La situation vénézuélienne reste fortement marquée par la tension entre une volonté affichée de mettre en place les modalités d'une participation effective, et la tendance au contrôle centralisé des processus de décision. Mais, nous rassure Ernesto Laclau, il peut y avoir identification au chef et mobilisation des masses en même temps qu'augmentation de la participation démocratique.

Avant l'arrivée de Chávez prévalait au Venezuela un système clientéliste de gestion de la chose publique. Or, quand les demandes populaires ne peuvent s'inscrire dans les modèles institutionnels normaux, il y a souvent identification avec un élément transcendant qui est la figure du chef. Une question se pose dès lors : la démocratie participative vénézuélienne peut-elle se pérenniser sans l'impulsion présidentielle ? Le changement institutionnel pour incorporer la participation communautaire est lent et complexe. Au bout du compte, au Venezuela, comme le défend Margarita López Maya, c'est dans l'autonomie du mouvement populaire, dans sa capacité de proposer et « de construire au delà de l'État », que réside la clef du changement et de son institutionnalisation. La dimension qualitative de la participation constitue également un aspect essentiel de la légitimité de la démarche, car si ses porte-parole sont plus « représentatifs » du peuple que les élus de la démocratie représentative, c'est qu'ils lui ressemblent et nouent avec lui une communication plus intense. Au delà de son aspect institutionnel, sans participation démocratique effective à la prise de décision, il ne peut pas y avoir de démocratie [9].

Une re-politisation au prix d'une extrême polarisation

Le chavisme fait passer la représentation du politique d'une conception administrative de gestion des différences à une conception antagonique proprement politique réactivant le social. Le discours chaviste, loin d'effacer les différences au sein des populations, vient les raviver en recentrant les imaginaires populaires sur le social, en se posant comme leur « traducteur » dans les termes d'une syntaxe politique. Mais l'opposition manichéenne et la diabolisation de l'adversaire, caractérisant la scène politique vénézuélienne, constituent des obstacles sérieux à l'instauration d'une scène politique agonistique [10].

Il est important de comprendre que c'est l'incapacité à formuler des alternatives politiques plausibles à partir de projets socio-économiques alternatifs qui explique pourquoi les antagonismes se jouent désormais sur le terrain de la morale. Ceci est patent au Venezuela, où il manque un choix réel entre les politiques avancées par le gouvernement et par l'opposition. Comme il ne peut pas exister de politique sans cette distinction « nous/eux », quand le « eux » ne peut pas être considéré comme un adversaire politique, il est construit sous la forme du « mal », comme un ennemi moral. Il y a alors danger de conflit entre des valeurs morales non négociables et des identités essentialistes. Le problème au Venezuela ne réside pas tant dans le conflit ou l'antagonisme en tant que tels, que dans un type de mise en discours : l'adversaire ostracisé et diabolisé devient un mal politique. Entre les divers protagonistes, il n'existe plus de possibilité d'échanges. Le politique se déploie au Venezuela sur le registre de la moralité et les antagonismes se disent dans un vocabulaire moral. J'ai constaté souvent, chez les chavistes comme chez les opposants, un refus d'accorder à l'autre un statut d'adversaire. D'une relation d'exclusion économique,

on est passé à une exclusion politique : les dominants d'hier sont les parias d'aujourd'hui. La même logique perdure, comme au temps de la Quatrième République [11] : il y a toujours eu un système excluant, hier selon la classe sociale, aujourd'hui selon l'opinion politique. Comment alors la démocratie, qui se définit de moins en moins comme un mode de gouvernement, et de plus en plus comme une modalité du vivre-ensemble, pourra-t-elle s'épanouir au Venezuela ? Le pouvoir chaviste, en re-politisant les rapports sociaux, en ravive les tensions.

Le modèle économique et social : une rupture inaboutie

Comment définir le modèle de développement vénézuélien ? Ne tend-t-il pas à « un capitalisme bureaucratique d'État » [12], non dégagé des anciennes habitudes ? L'absence d'une vision nationale se situant au delà de temporalités immédiates relevant souvent de l'opportunisme politique, populiste ou même économique, a pour conséquence de ne pas entraîner de rupture indiscutable. Si le consensus national n'est organisé qu'autour de la redistribution de la rente pétrolière, et non sur une pratique et une symbolique de la démocratie, qu'advient-il en cas de crise, ou de baisse de la production ? Peut-on envisager un enracinement du processus bolivarien susceptible de le faire échapper à « l'entropie bureaucratique et à la myopie rentière » (Saint Upéry 2008 [13]) ? À mes yeux, le chavisme serait bien inspiré de se préoccuper davantage de créer les conditions du bien-être, que de le reproduire en redistribuant la richesse pétrolière. Aujourd'hui encore, l'assistance s'inscrit dans des modèles de réponse bien connus : décisions au plus pressé, selon des principes de circonstance intéressés ou partisans ; mesures politiques souvent arbitraires ; fonctionnement institutionnel dépendant de « relations » interpersonnelles et du positionnement politique ; sans compter une série de regrettables survivances : corruption, *facilismo*, bureaucratisme, autant de pratiques rappelant l'ancien régime. On note au Venezuela un « écran clientéliste » entre l'État et la population : l'État peut être pilleur et pillé. Entre « culture de l'assistance » [14] et besoin de participation, une confusion demeure. Le chavisme légitime son existence à travers la mise en scène de ses réponses aux demandes populaires. La manière de répondre à cette demande se fait selon un modèle de « ciblage des besoins », plutôt qu'autour des catégories socio-professionnelles (selon le modèle populiste). Cela est visible dans les « missions » [15], qui, plutôt que de chercher à établir un axe de communication entre l'État et la population par l'entremise d'une demande semi-corporatiste (ouvriers, paysans, femmes), suscitent ou devancent la formulation de demandes autour des besoins insatisfaits (santé, éducation, alimentation, insalubrité...). L'inclusion de ces catégories du besoin dans une trame révolutionnaire permet d'engendrer une passion politique. Ce mouvement, associé à l'image du *líder*, prend un caractère émotionnel à travers l'établissement d'un rapport antagonique à l'ancien régime (Peñafiel 2008). Le discours bolivarien établit un rapport à la pauvreté qui sert de fondement à un antagonisme mobilisateur de la population. Cette mobilisation a l'inconvénient de créer des thèmes de revendication structurés autour d'une conception minimaliste de la consommation, plutôt qu'autour de la production et des relations de travail. Les réformes actuelles au Venezuela répondent à une logique de l'urgence. En effet, si l'instauration du socialisme du XXI^{ème} siècle bénéficie d'un climat favorable : manne du pétrole, approbation du peuple, discrédit de l'opposition, ces vents peuvent tourner. C'est pourquoi le Président, révolutionnaire inspiré et de tempérament militaire, ne souhaite pas temporiser. Mais a-t-il raison de vouloir aller vite ? Selon le mot de Chateaubriand : « Le temps arrange ; il met de l'ordre dans le désordre, rejette le fruit vert, détache le fruit mûr, sasse et crible les hommes, les mœurs et les idées. » (Chateaubriand 1834).

Un bilan provisoire et nuancé

Quel bilan tirer de ces dix années ? Le chavisme a déplacé les frontières de la représentation politique héritée du pacte de *punto fijo*. Il a réintroduit les exclus et en a fait des sujets actifs et considérés. Sous l'impulsion d'un chef, il a institutionnalisé la participation. Mais la repolitisation des masses se paye au prix fort : une polarisation excessive. Et, sur le plan économique, on peut s'interroger sur la rupture opérée avec l'économie rentière. Le système a toujours sa part d'ombre, héritée du passé ou relevant de ses propres contradictions. Face à ces questions dont dépend l'avenir du pays, il revient au politique, non seulement de théoriser la libération des hommes, mais tout autant de leur fournir les moyens de la réaliser.

Véritable laboratoire grandeur nature, le Venezuela n'a pas encore livré le fin mot de sa quête.

- [Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3098.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir par exemple, « [VENEZUELA - Écran nègre, nuit blanche pour les élites](#) », « [FRANCE-VENEZUELA - Libération et le Venezuela : désinformation à vie ?](#) », « [VENEZUELA - Mr. Langellier prend un aller simple pour le pays des soviets](#) », « [VENEZUELA - Martine Gozlan, Axel Gylden, David Pujadas ou... Oliver Stone : qui est le journaliste ?](#) » - note DIAL.

[2] Dans le cadre de ma thèse de sociologie, j'ai choisi d'y effectuer plusieurs séjours, 5 séjours étalés sur 4 ans, entre 2006 et 2009. J'ai pu ainsi suivre sur la durée l'évolution du pays, faire le point régulièrement, tout en gardant, une distance nécessaire hors de toute passion. J'ai fondé mon travail sur les écrits des spécialistes, sur l'observation directe et l'observation participante, ainsi que sur des entretiens individuels et collectifs.

[3] Le Pacte de Punto Fijo, du nom de la ville où il a été conclu, est un accord passé en 1958 entre les représentants des trois principaux partis politiques d'alors, l'Action démocratique, le COPEI et l'Union républicaine démocratique. Il portait sur l'acceptation des résultats des élections présidentielles de décembre 1958, la préservation des règles du jeu démocratique et la définition d'un programme commun minimum de gouvernement. En pratique, il a permis l'alternance au pouvoir de l'AD et du COPEI pendant 30 ans et la mise à l'écart du Parti communiste vénézuélien, alors très puissant - note DIAL.

[4] Le processus politique en cours au Venezuela nous renvoie également à nos propres situations politiques. On observe, en France, et en Europe, un certain discrédit de la démocratie représentative, résultat, d'une part, de l'élévation du niveau d'éducation et du développement des nouveaux médias (Internet) et, d'autre part, d'évolutions négatives comme le suivi de stratégies personnelles des représentants, le tout aggravé par l'impact des sondages dans la mise en œuvre des politiques. De plus, l'adaptation des États à un ordre économique mondial entraîne la constitution de nouvelles castes réunissant gouvernants, hommes d'affaires, financiers, experts, qui tendent aujourd'hui à devenir une « super-classe mondiale ». Cette oligarchie internationale considère volontiers les expressions du peuple, y compris dans les formes institutionnelles du vote populaire, comme dangereuses. On voit se distinguer deux types de légitimité : l'une, savante, des gouvernants et des experts, l'autre, populaire, contestée et stigmatisée comme « populiste » quand elle va à l'encontre de la logique dominante.

[5] Partido socialista uni du Venezuela - note DIAL.

[6] Le chavisme par bien des côtés évoque un « césarisme démocratique ». Celui-ci se définit par une approche de la souveraineté du peuple inscrite dans un triple cadre : une conception de l'expression populaire à travers la procédure privilégiée du plébiscite ; une philosophie de la représentation comme incarnation du peuple en un chef ; un rejet des corps intermédiaires qui font obstacle à un face-à-face entre le peuple et le pouvoir.

[7] Voir plus bas - note DIAL.

[8] On sait que Max Weber distingue trois grands types de domination légitime, celle qui présente un caractère charismatique, celle qui a un caractère traditionnel, celle enfin qui repose sur une dimension rationnelle et qui s'exprime par exemple à travers l'État. Sans détailler ici la sociologie wébérienne des formes de domination, retenons que pour lui la domination charismatique s'explique par les qualités extraordinaires d'un personnage. Weber met l'accent sur le pouvoir « étranger à l'économie » du chef charismatique. Il s'interroge ensuite sur la « routinisation » du charisme, qui s'exprime par exemple au moment où est ouverte la succession du chef ; mais il souligne pourtant que l'évolution du pouvoir charismatique peut conduire aussi bien à la domination traditionnelle qu'à la bureaucratisation. L'histoire ne connaît donc pas de règle absolue.

[9] Bernard Manin rappelle ce qui s'imposait comme une évidence à la plupart des philosophes, de l'antiquité jusqu'au XVIII^{ème} siècle, à savoir : si l'élection est par nature aristocratique, le tirage au sort est démocratique, dans la mesure où la première favorise la naissance d'une élite, tandis que le second donne à tous les citoyens qui le souhaitent une même chance de participer à la gestion des affaires publiques. L'association du tirage au sort à la procédure démocratique n'avait pas échappé à Montesquieu : « le suffrage par le sort est de nature démocratique, le suffrage par choix est de celle de l'aristocratie ».

[10] Chantal Mouffe nous invite à ne pas faire l'impasse sur la dimension de l'antagonisme, qui est constitutive du politique, et sur la place des passions dans la construction des identités politiques. Elle propose un nouveau paradigme, celui du « pluralisme antagoniste ». Ce modèle se présente de la manière suivante : l'existence du politique fait que l'enjeu principal dans les sociétés démocratiques est la domestication de l'hostilité, afin de désamorcer l'antagonisme potentiel qui existe dans les relations humaines. La question politique cruciale est de définir une manière d'établir une distinction « nous/eux » qui soit compatible avec la reconnaissance du pluralisme. Le conflit dans les sociétés démocratiques ne doit pas être éradiqué, dans la mesure où la spécificité de la démocratie moderne est justement la reconnaissance et la légitimation du conflit. Aussi une politique démocratique suppose-t-elle que « les autres » soient vus, non comme des ennemis à abattre, mais comme des adversaires dont les idées peuvent être combattues, même avec acharnement, sans que jamais, cependant, leur droit à les défendre puisse être mis en question. Autrement dit, il importe que le conflit ne prenne pas la forme d'un « antagonisme » (d'une lutte entre ennemis) mais celle d'une « agonistique » (d'une lutte entre adversaires). La catégorie centrale de la politique démocratique devrait être celle de l'« adversaire », c'est-à-dire de l'opposant avec qui l'on partage une allégeance commune aux principes démocratiques de liberté et d'égalité, tout en étant en désaccord sur le sens à leur accorder. Les adversaires s'affrontent, car ils veulent que leur interprétation des principes devienne hégémonique, mais ils ne remettent pas en question le droit légitime de leurs rivaux à se battre pour faire triompher leurs opinions - ceci nous rappelle le propos attribué à Voltaire : « Je ne partage pas vos idées, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous puissiez les exprimer ». Il est pourtant particulièrement malaisé de définir où passe la frontière entre différences légitimes et illégitimes, entre « antagonisme » et « agonisme ». Conformément à sa définition de la démocratie comme pratique plus que comme forme, Chantal Mouffe se réfère moins aux déclarations d'intention qu'aux actes, en l'occurrence au « respect des règles du jeu démocratique ».

[11] La « Quatrième République » est un terme forgé par Hugo Chávez alors qu'il était candidat aux élections présidentielles de 1998 pour désigner la période d'alternance politique entre l'AD et le COPEI entre 1958 et 1998, en l'opposant à son projet politique, désigné lui sous l'expression « Cinquième République » - note DIAL.

[12] Celui-ci se caractériserait d'une part par la propriété étatique des moyens de production et l'appropriation « quasi-sociale » par l'État du surplus économique, et de l'autre, par la situation privilégiée d'une élite bureaucratique peu nombreuse et un système de distribution du revenu dans lequel la part redistribuée n'est déterminée ni par le capital (c'est à dire la propriété), ni par le travail (principe de distribution de type socialiste) mais par des relations avec le pouvoir politique. Je reprends ici les éléments de définition de Szentes et Azoulay 1986.

[13] Cela impliquerait une lutte, juridiquement formalisée, contre la corruption, une institutionnalisation cohérente des mécanismes de participation populaire, une profonde réforme de l'administration de l'État (au lieu d'un foisonnement d'appareils paraétatiques d'intervention immédiate), et une application de la stratégie de développement diversifié prônée par le régime. Cela supposerait aussi et peut être surtout, une rupture avec le haut degré de « polarisation factice et de forfanterie idéologique » (Saint-Upéry 2008).

[14] Définie comme un mode de relation global de « l'en haut » avec « l'en bas », de l'État avec le peuple, du *líder* avec son peuple, l'assistance repose sur des rapports de faveur et de sujétion, où elle est la contrepartie naturelle d'une adhésion non pas seulement à un programme politique mais à un projet de société (Lautier 1999).

[15] Les missions (*Robinson, Ribas, Sucre, Barrio Adentro...*) créées en 2003, constituent un ensemble de programmes sociaux (alphabétisation, médecine gratuite et de proximité, insertion professionnelle...).